

This is Google's cache of <http://www.liberation.press.ma/default.asp?id=24990> as retrieved on Jan 30, 2008 14:41:36 GMT. Google's cache is the snapshot that we took of the page as we crawled the web.

The page may have changed since that time. Click here for the [current page](#) without highlighting.

This cached page may reference images which are no longer available. Click here for the [cached text only](#).

To link to or bookmark this page, use the following url: <http://www.google.com/search?q=cache:GcFJyqAZZhAJ:www.liberation.press.ma/default.asp%3Fid%3D24990+yossef+ben-meir&hl=en&ct=clnk&cd=90&gl=us>

Google is neither affiliated with the authors of this page nor responsible for its content.

These search terms have been highlighted: **yossef ben meir**

Directeur :
Abdelhadi Khairat

Directeur Adjoint :
Aziz KHAMLICHE

liberation@ustp.ma

Libération

30 janvier.2008 - 1696 visiteurs

[Accueil](#) • [Abonnement](#) • [Publicité](#) • [Contact](#)

Actualités nationales

International

Société

Télex

Interview

Sport

Kaléidoscope

Cahiers spéciaux

Expresso

Revue de presse

Médias

Débats

Editorial

Haut du formulaire : La décentralisation en Palestine, Irak, et au Sahara marocain

 Imprimer

La décentralisation du pouvoir décisionnel au profit des communautés locales afin de renforcer un gouvernement national peut sembler

contradictoire. L'on suppose généralement que la concentration du pouvoir au niveau central renforce l'autonomie nationale.

Par conséquent, comment se pourrait-il que la souveraineté nationale se trouve renforcée si l'on distribue les responsabilités de la planification

et de la gestion des programmes de développement entre les représentants locaux?

Lorsque les gouvernements nationaux s'impliquent dans des initiatives visant à permettre aux communautés locales de déterminer et d'implémenter des projets de développement prioritaires (création d'emplois, éducation, santé, environnement, etc.), ce qui se trouve créé dans le processus, c'est une diversité de partenariats administratifs à tous les niveaux du pays. Or les organisations et les communautés locales cherchent à maintenir ces partenariats avec le niveau national, car ils leur permettent de subvenir à leur besoins et les rendent capables de mieux former et transformer les institutions qui les gouvernent. En retour, le gouvernement central bénéficie par la création d'objectifs généraux ainsi que d'un équilibre et d'une compétition inter-régions qui améliore la performance, atteint les régions les plus éloignées de la capitale et renforce sa légitimité. Cette idée n'est pas neuve. Dès 1956, le Comité administratif des Nations unies avançait l'idée qu'une des fonctions principales d'un gouvernement national était de se joindre aux efforts de ses citoyens et d'améliorer les conditions de vie des communautés locales. L'Histoire témoigne d'ailleurs de nombreux succès en matière d'initiatives de décentralisation. Par exemple, les initiatives de développement rural contiennent presque toujours la décentralisation

PRINCIPAUX TITRES

- Sur commission rogatoire de Del Olmo
- Pour son dernier discours sur l'état de l'Union
- Levée de boucliers des participants contre les rafles du 25 janvier à Rabat
- Assemblée générale de la Fédération de full contact et kick boxing
- Abdelkrim Al Khattabi revisité en bande dessinée
- Le PERG n'est pas encore bouclé
- Le Festival d'Agadir rend hommage à Souad Hamidou et Mohamed Ismail
- editorial

الفريق الاشتراكي



Groupe socialiste

de quelques fonctions de prises de décision. Aussi bien dans les économies mixtes que dans les pays socialistes d'Asie, les institutions rurales sont devenues les plus efficaces promoteurs du développement à travers le soutien de niveaux plus élevés de gouvernements.

Les gouvernements sont souvent réticents à la décentralisation de crainte que celle-ci ne permette le libre agissement de mouvements sécessionnistes et ne devienne une cause de conflit. Cependant, c'est bien plus souvent le manque de capacité décisionnelle au niveau sous-régional qui attise la résistance politique et le manque d'intégration à la nation. Les gouvernements se montrent incapables de réaliser que les termes de la décentralisation forment la base de solides nations souveraines. Cet article explique pourquoi la décentralisation en matière de développement, si elle est implémentée de façon stratégique au bénéfice des populations qui en ont le plus besoin en Palestine, Irak et au Sahara occidental, permettra de concevoir les conditions essentielles à la solution de ces trois conflits régionaux.

Le concept de "Développement participatif" réfère aux activités de planification communautaire qui constituent la décentralisation. Cette approche implique que des "facilitateurs" organisent des rassemblements locaux à l'échelle de la communauté, où les participants seront responsables de définir leurs priorités, ainsi que de la conception et l'implémentation de leurs propres projets de développement. Les maîtres d'écoles, représentants officiels du gouvernement, travailleurs communautaires des ONG, personnel des groupes internationaux publics et privés, ainsi que les membres des communautés locales peuvent tous faire d'excellents "facilitateurs". Ces derniers rassemblent les individus afin qu'ils évaluent ensemble leurs conditions sociales et environnementales, puis déterminent et implémentent des projets de développement dans les domaines qu'ils jugent de première importance.

La décentralisation avance l'autonomie locale et nationale – caractéristiques que l'on associe avec une capacité accrue à s'auto-assister, s'autogouverner, et être indépendant de tout contrôle extérieur. Les bénéfices de l'autonomie comprennent notamment l'habileté à résister aux manipulations causées par une dépendance commerciale accrue (ce qui est particulièrement important dans le cas des Palestiniens) et un accroissement des capacités militaires de défense (Point central de la stratégie américaine en Irak). Accéder à ce niveau d'autonomie requiert des avancées en matière de développement humain.

En effet, plus les communautés prennent le contrôle et récoltent les bénéfices de l'aboutissement de leurs propres idées en matière de changement social – avec un certain coup de pouce de l'Etat – et plus la raison d'être du gouvernement et l'autonomie au niveau national se trouvent renforcées. Il suffit de considérer les conflits actuels pour trouver des opportunités de premier choix pour ce type d'engagement. Les tensions liées à la souveraineté nationale sont au cœur du conflit israélo-palestinien, de la guerre qui continue en Irak, et du conflit au Sahara occidental. L'approche suivante vise à expliquer comment la décentralisation sur le mode participatif est particulièrement adaptée à la recherche d'une résolution stable de ces conflits.

p Palestine : Le peuple palestinien est accaparé par sa propre survie. Ses préoccupations se limitent à subvenir aux besoins humains de base dans des conditions extrêmes caractérisées par la pauvreté, une santé publique déclinante, un environnement dévasté, et des souffrances personnelles et nationales qui s'étendent sur des générations. 85% des habitants de Gaza dépendent de l'aide humanitaire pour leur survie. La structure même de l'économie palestinienne est extrêmement dépendante d'Israël. Cette dépendance rend les relations israélo-palestiniennes volatiles et amères, et perpétue un état de sous-développement extrême de la population palestinienne. Ce dont les Palestiniens ont besoin immédiatement, c'est d'opportunités de gagner leur vie et de soulager leurs maux, et



ces objectifs doivent être atteints d'une façon qui rende possible l'autonomie, restructure l'économie, réduise ses vulnérabilités aux influences extérieures, et renforce la stabilité régionale.

La justification ultime de la décentralisation sur le mode participatif est fournie par l'existence dans le monde (et ceci inclut des exemples en Palestine même) d'une vaste sélection de projets déterminés et implémentés par les populations concernées elles-mêmes, et qui font avancer le développement économique, la fourniture de services sociaux et d'autres objectifs avec succès. Les habitants locaux sont les mieux placés pour savoir ce dont ils ont besoin et ce qui est viable dans l'environnement qui les entoure, et leur participation est ce qui permet à ces projets d'être adaptés aux réalités (même les plus difficiles) et leur donne la meilleure chance de continuité et de succès. L'approche participative décentralisée est aussi la mieux à même de créer rapidement des projets de développement à l'impact décisif à des coûts moins élevés.

L'implémentation à grande échelle de cette stratégie dans les territoires occupés palestiniens n'a pas besoin d'attendre un accord final avec Israël. Cela requiert notamment la formation de milliers de facilitateurs au développement local « participatif » et le financement de projets déterminés par les communautés à hauteur d'au moins 500 millions de dollars (un montant qu'il est certainement possible d'atteindre considérant que la communauté internationale a récemment promis plus de 7 milliards de dollars d'aide au peuple palestinien).

Quand le processus de décentralisation aura atteint un certain seuil dans les territoires palestiniens, il pourra faciliter le processus de paix avec Israël, en partie parce qu'il réduirait les tensions. En décentralisant le processus de développement au profit des habitants palestiniens et des communautés locales, on renforcera les institutions locales et la société civile. Ainsi, l'on établira de véritables fondements démocratiques, et les processus politiques internes deviendront plus réactifs et responsables.

Cette approche du développement pourrait constituer un terrain d'entente avec le Hamas qui rendrait possible un certain partenariat, puisque la majorité des activités du Hamas se trouvent déjà dans les services communautaires. Les bénéfices d'une telle initiative s'étendraient également à l'arène politique au fur et à mesure que le temps passe, et ce grâce à l'impact positif sur les relations entre factions opposées d'un travail pragmatique là où il est possible. La communauté internationale – en particulier les Etats-Unis – devrait trouver des moyens de travailler avec Hamas à la création de projets qui apporteront des bénéfices réels aux individus et à leurs communautés.

p Irak: En Irak, le conflit sectaire met le gouvernement central en péril. La désintégration du pays, ou du moins un accord basé sur un partage du pouvoir hautement décentralisé semble parmi les résultats les plus probables. En revanche, des projets sur le mode participatif offrent une voie vers la reconstruction qui permet à la fois de faire progresser l'objectif de réconciliation, et en passant d'aider à la recherche d'une solution politique. Les projets participatifs sont dispersés, de petite échelle, et ne forment pas de cible stratégique comme les projets de reconstruction conçus par l'étranger, plus visibles, et qui font souvent l'objet de sabotages. De plus, de nombreux éléments démontrent que les Irakiens ne détruisent pas les projets de reconstruction qu'ils déterminent et gèrent eux-mêmes. Malheureusement, cette voie prometteuse n'a commencé à influencer quelques projets de reconstruction financés par les Etats-Unis que très récemment.

En termes de développement, il est presque impossible de justifier le niveau extrême d'implication des compagnies étrangères dans la reconstruction de l'Irak. Il y a une pléthore d'études en matière de développement dans le monde entier qui confirment ce que l'on sait

depuis déjà 60 ans : que des projets de développement et de reconstruction réussis et durables impliquent nécessairement une participation et un contrôle local. Une évaluation des Nations Unies des expériences précédentes de reconstruction en Irak entre 1991 et 2002 a révélé que les Irakiens sont «capables d'implémenter n'importe quel projet de reconstruction avec peu ou pas d'aide de la part de contacteurs étrangers». L'on peut dire sans s'exposer au ridicule qu'une véritable décentralisation de la stratégie de développement menée à bien dès le début aurait pu faire avancer la réconciliation et le développement local à un point où l'actuelle guerre civile- avec ses pertes humaines colossales, ses millions d'individus déplacés, et son instabilité régionale source de troubles - aurait pu être évitée. De plus, tout obstacle à la paix aurait été solutionné par les Irakiens eux-mêmes au grand bénéfice de la majorité. Le gouvernement central irakien améliorera ses chances de survie et son utilité en soutenant des programmes de reconstruction qui soient menés par les communautés, en matière de conception, d'implémentation, et d'évaluation. Avec le support du gouvernement national, la décentralisation sur le mode participatif pourra servir de cadre de référence pour les communautés locales et les provinces, et leur montrer une manière de maintenir le contact avec le gouvernement central. On peut prendre, par exemple, la possibilité d'un accord national sur le pétrole, qui pourrait être effectif et viable grâce à ce type d'approche participative et décentralisée du développement.

Autres chroniques :

- Le Festival d'Agadir rend hommage à Souad Hamidou et Mohamed Ismail
- Derrière l'écran
- Des témoignages d'amitié
- Ils ont dit

Les Etats-Unis devraient suivre dès à présent la suggestion du Groupe d'études sur l'Irak d'allouer 5 milliards de dollars à la reconstruction, et de l'utiliser pour aider les habitants locaux à planifier et mettre en place des projets qui répondent à leurs besoins tels qu'ils les identifient eux-mêmes. Il n'y a très probablement aucune autre approche qui puisse permettre aux Irakiens de se sentir aux commandes de leur environnement et de leur destinée, de faire avancer les objectifs de réconciliation, développement et politique, et donne au gouvernement national la légitimité et le rôle dont il a besoin (et pourquoi pas même le sauver de l'anéantissement) en demandant son soutien actif et sans réserves.

souveraineté nationale et gestion locale

p Sahara marocain : En avril 2007, le gouvernement marocain a soumis au Conseil de sécurité des Nations unies une proposition intitulée «Autonomie dans le cadre de la souveraineté marocaine» pour la résolution du conflit au Sahara occidental. La proposition a entraîné d'intenses négociations assistées par les Nations unies. En tenant compte de la situation du Maroc, le gouvernement devrait largement faciliter le rassemblement des communautés du Sahara dans le but de leur permettre de planifier et de mettre en place leurs projets de développement en fonction de leurs priorités. Cela créera une plus grande autonomie de la région du Sahara, fournira de l'aide et des opportunités aux 160.000 réfugiés sahraouis, et forgera des liens mutuellement bénéfiques ainsi que des rapports étroits avec le Maroc. Si le Maroc s'engage vigoureusement et dès à présent dans cette voie, une nouvelle confiance et de nouveaux partenariats entre les parties concernées pourraient définir la forme de l'autonomie et de la souveraineté de la région. Le large soutien à la décentralisation du développement au Sahara occidental par le Maroc affecterait sans

aucun doute les résultats d'un référendum au Sahara occidental sur son futur.

Les individus et les organisations soutenant les projets créés par les communautés peuvent aussi par la même occasion redorer leur image publique. La confiance du public est donnée à ceux dont le travail permet l'autodétermination d'une communauté. C'est ce type d'actions qui devrait former la base de la diplomatie des Etats-Unis dans le monde arabo-musulman.

La décentralisation participe à la construction de la souveraineté nationale en donnant aux communautés locales le pouvoir de gérer leur propre développement. Les institutions et les individus d'un pays s'identifient plus étroitement au référent national lorsque celui-ci fonctionne en tant que contributeur à l'épanouissement local. Quand les gouvernements nationaux soutiennent un développement décentralisé, ils assurent leur pérennité, et renforcent les relations avec les agences publiques et privées à tous les niveaux. Les conditions au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et bien sûr ailleurs autour du globe, requièrent une large extension de la participation au développement. Pas seulement pour libérer le potentiel de millions d'individus dans le besoin, mais pour l'avancement des intérêts propres des gouvernements nationaux.

par Yossef Ben-Meir



Imprimer
l'article



Envoyer
l'article

libération 33, rue amir abdelkader. bp 2165. casablanca. maroc
Tél:022.61.94.04 / 022.62.32.32 / Fax: 022.62.09.72

copyright © 2000 libération. tous droits réservés.